

NAEL GEORGES
SYNTHÈSE 2020

LES PROCESSUS D'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

- FRANÇAIS
- ANGLAIS
- ARABE



Ces dernières décennies ont été marquées par une ouverture progressive des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) aux valeurs universelles des droits de l'homme. L'abolition de la peine de mort au sein des États membres de l'OCI n'est pas encore acquise, mais l'intervention de parlementaires, d'acteurs de la société civile ou d'autres personnes politiques en faveur de l'abolition a joué et jouera un rôle décisif.

Les processus d'abolition sont lents, difficiles et parfois même risqués. Néanmoins, il existe de multiples raisons d'espérer, surtout lorsque l'on voit le nombre croissant d'États musulmans devenus abolitionnistes.

L'étude *Les processus d'abolition de la peine de mort dans les États membres de l'Organisation de la coopération islamique* présente le résultat d'entretiens et de recherches menés par ECPM et Nael Georges en 2020; elle permet de mieux comprendre les processus ayant mené vers les abolitions de la peine de mort dans les États membres de l'OCI. Elle constitue un outil précieux pour les accompagner vers l'abolition de la peine de mort et rompre les idées reçues.

Sur les 57 États membres de l'OCI, 19 ont aboli la peine de mort (pour tous les crimes ou pour les crimes de droit commun), 14 États maintiennent un moratoire de fait et 24 sont des États rétentionnistes. L'abolition est possible et cette étude vient le démontrer au travers des exemples précis d'États qui ont fait ce choix.

États à majorité musulmane

Albanie
Azerbaïdjan
Burkina Faso (*droit commun*)
Côte d'Ivoire
Djibouti
Guinée
Kazakhstan (*droit commun*)
Kirghizstan
Ouzbékistan
Sénégal
Turkménistan
Turquie
Tchad

États à minorité musulmane

Bénin
Gabon
Guinée-Bissau
Mozambique
Togo
Suriname (*droit commun*)



— L'OCI est la plus grande organisation internationale après les Nations unies. Ses États membres sont répartis sur 4 continents.

Quelques objectifs¹

- Préserver et promouvoir les hautes valeurs islamiques de paix, de compassion, de tolérance, d'égalité, de justice et de dignité humaine;
- Contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales;
- Promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la bonne gouvernance, l'État de droit, la démocratie et la reddition des comptes dans les États membres, conformément à leurs systèmes constitutionnels et juridiques.

Quelques priorités du plan d'action de l'OCI 2016-2025

- Paix et sécurité
- Lutte contre le terrorisme
- Droits de l'homme et bonne gouvernance

— **Hétérogénéité des États membres:** l'islam est la religion officielle pour certains, d'autres sont laïcs; les dimensions démographique et politico-juridique de l'islam diffèrent selon les États.

La majorité des États de l'OCI adhère aux principales conventions internationales de protection des droits de l'homme

- Tous ont ratifié la Convention des droits de l'enfant
- 14 États ont ratifié l'OP2
- Seuls 5 États n'ont pas ratifié le PIDCP



DATES CLÉS

— **25 septembre 1969:** création de l'**Organisation de la conférence islamique (OCI)** à la suite de l'incendie criminel de la mosquée al-Aqsa

— **Mars 1970:** première conférence des ministres des Affaires étrangères → création d'un secrétariat général

— **Mars 1972:** élaboration de la Charte de l'OCI

— **Décembre 1983:** adoption de la Déclaration de Dacca sur les droits de l'homme en islam

— **5 août 1990:** adoption de la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en islam

— **2011 :** changement de nom → l'OCI devient l'Organisation de la coopération islamique.

¹ Charte de l'OCI : https://www.oic-oci.org/upload/documents/charter/fr/oic_charter_2018_fr.pdf

SUR LES 57 ÉTATS MEMBRES DE L'OCI

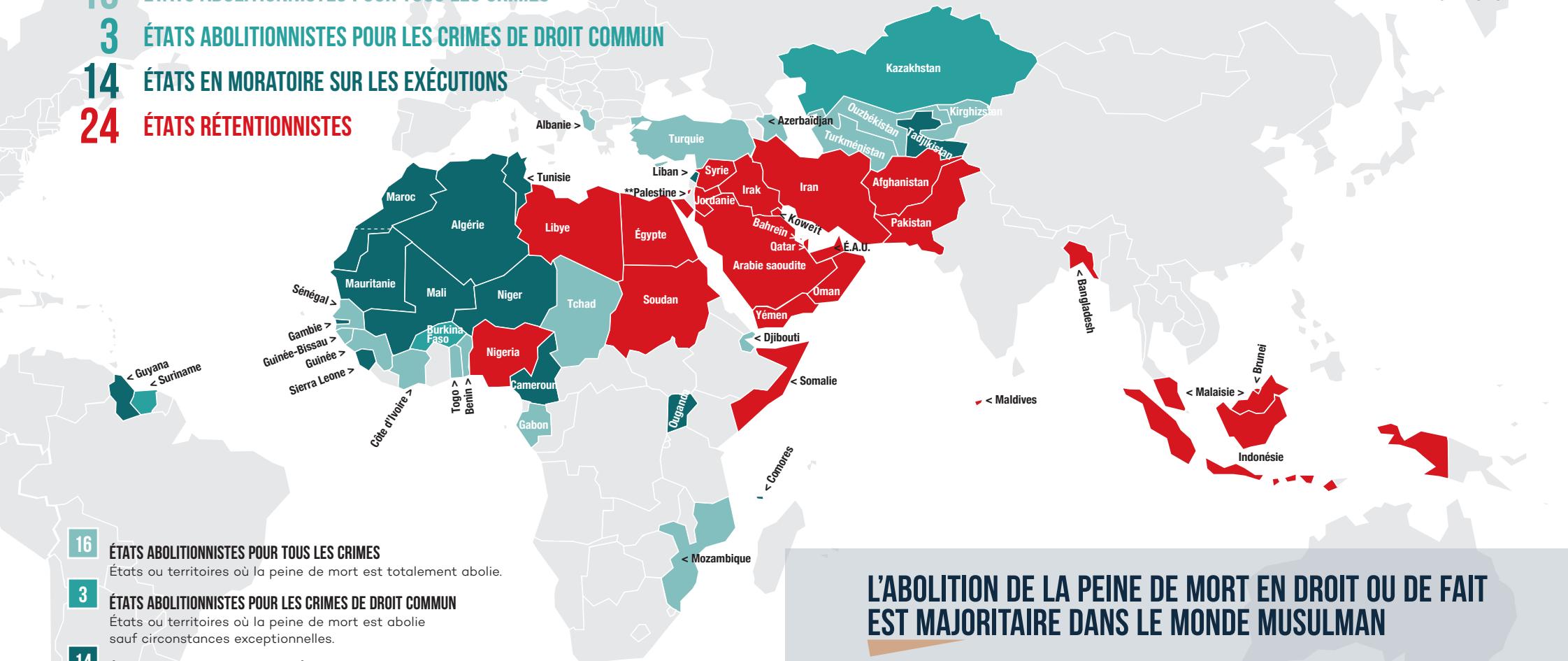
16 ÉTATS ABOLITIONNISTES POUR TOUS LES CRIMES

3 ÉTATS ABOLITIONNISTES POUR LES CRIMES DE DROIT COMMUN

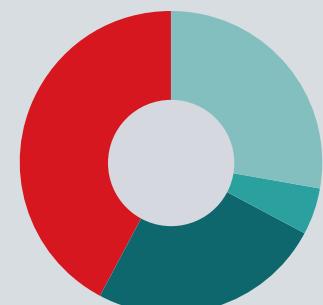
14 ÉTATS EN MORATOIRE SUR LES EXÉCUTIONS

24 ÉTATS RÉTENTIONNISTES

La version interactive de cette carte avec des données chiffrées est accessible sur
WWW.ECPM.ORG



L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN DROIT OU DE FAIT EST MAJORITY DANS LE MONDE MUSULMAN



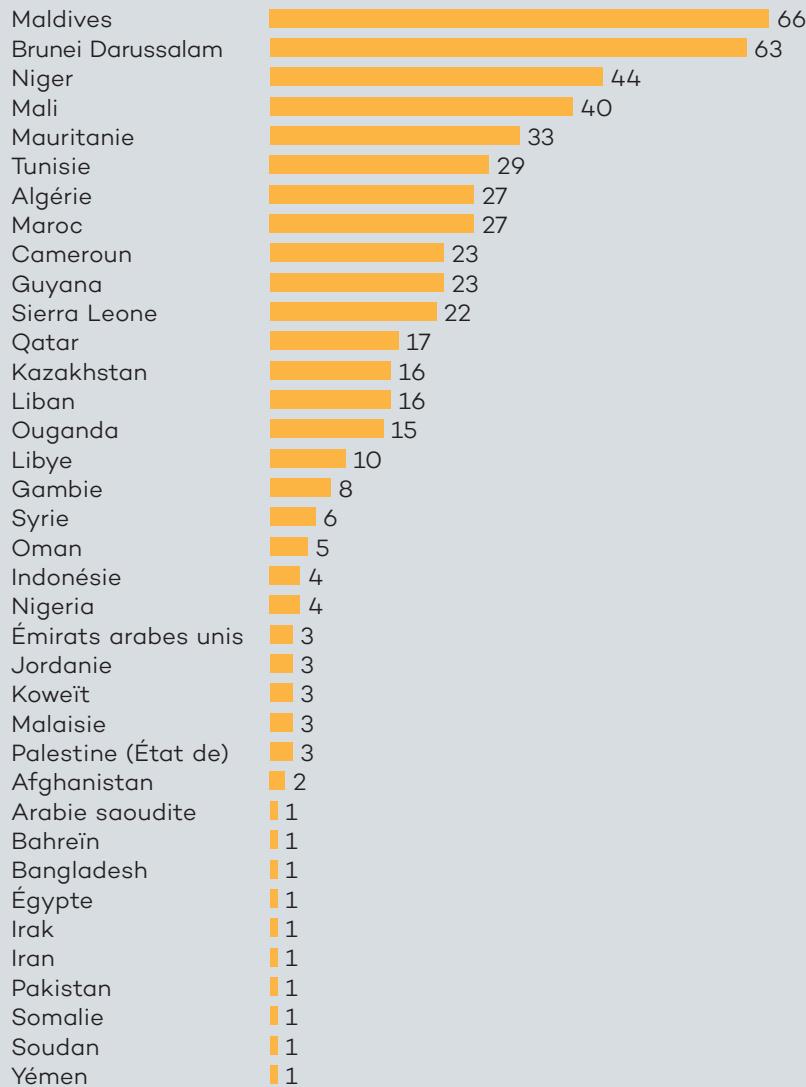
Abolitionnistes 28 %
Abolitionnistes de droit commun 5 %
En moratoire 25 %
Rétentionnistes 42 %

* Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant l'abolition de la peine de mort.

** Le cas de la Palestina est particulier: elle ne peut pas voter la résolution moratoire, a ratifié l'OP2, mais la peine de mort est toujours en vigueur à Gaza (dernières exécutions documentées en 2017).

SUR LES 38 ÉTATS EN MORATOIRE OU RÉTENTIONNISTES, LA RÉALITÉ DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT DIFFÈRE D'UN PAYS À L'AUTRE

Nombre d'années depuis la dernière exécution dans les États en moratoire et les États rétentionnistes (au 1^{er} juin 2020)



LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ADOPTENT DES POSITIONS VARIÉES VIS-À-VIS DU VOTE DE LA RÉSOLUTION MORATOIRE

Depuis 2007, on constate une évolution positive dans les résultats des votes.

Pays	Statut 2020	Résultats des votes						
		2007	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Afghanistan	Rétentionniste							
Albanie	Abolitionniste							
Algérie	En moratoire							
Arabie saoudite	Rétentionniste							
Azerbaïdjan	Abolitionniste							
Bahreïn	Rétentionniste							
Bangladesh	Rétentionniste							
Bénin	Abolitionniste							
Brunei Darussalam	Rétentionniste							
Burkina Faso	Abolitionniste DC							
Cameroun	En moratoire							
Comores	En moratoire							
Côte d'Ivoire	Abolitionniste							
Djibouti	Abolitionniste							
Egypte	Rétentionniste							
Emirats arabes unis	Rétentionniste							
Gabon	Abolitionniste							
Gambie	En moratoire							
Guinée	Abolitionniste							
Guinée-Bissau	Abolitionniste							
Guyana	En moratoire							
Indonésie	Rétentionniste							
Irak	Rétentionniste							
Iran	Rétentionniste							
Jordanie	Rétentionniste							
Kazakhstan	Abolitionniste DC							
Kirghizstan	En moratoire							
Koweït	Rétentionniste							
Liban	En moratoire							
Libye	Rétentionniste							
Malaisie	Rétentionniste							
Maldives	Rétentionniste							
Mali	En moratoire							
Maroc	En moratoire							
Mauritanie	En moratoire							
Mozambique	Abolitionniste							
Niger	En moratoire							
Nigeria	Rétentionniste							
Oman	Rétentionniste							
Ouganda	En moratoire							
Ouzbékistan	Abolitionniste							
Pakistan	Rétentionniste							
Qatar	Rétentionniste							
Sénégal	Abolitionniste							
Sierra Leone	En moratoire							
Somalie	Rétentionniste							
Soudan	Rétentionniste							
Suriname	Abolitionniste DC							
Syrie	Rétentionniste							
Tadjikistan	En moratoire							
Tchad	Abolitionniste							
Togo	Abolitionniste							
Tunisie	En moratoire							
Turkménistan	Abolitionniste							
Turquie	Abolitionniste							
Yémen	Rétentionniste							

ÉGYPTE

« La peine de mort est irréversible et sa pratique a été universellement rejetée. »

Mohamed El Baradai

Ancien vice-président,
lauréat du prix Nobel
de la paix en 2005

MALAISIE

« Même si la peine de mort a été appliquée dans le monde entier à travers les époques, les meurtres continuent de se produire. La peine de mort n'a pas eu d'effet dissuasif. »

Liew Vui Keong

Ancien ministre des Lois
au sein du cabinet du
Premier ministre

SENÉGAL

« Aucune des valeurs ne pourra jamais justifier que l'on relativise la valeur de la vie humaine au point de la supprimer légalement. »

Abdou Diouf

Ancien président de la République, ancien secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

RETROUVEZ LE RAPPORT
« LES PROCESSUS
D'ABOLITION DE LA PEINE
DE MORT DANS LES ÉTATS
MEMBRES DE L'OCI »

AINSIX QUE
LA CARTE INTERACTIVE
SUR WWW.ECPM.ORG

Avec le soutien financier
de l'Union européenne



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

NAEL GEORGES
OVERVIEW 2020

THE PROCESS OF ABOLISHING THE DEATH PENALTY IN MEMBER STATES OF THE ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION

- FRENCH
- ENGLISH
- ARABIC



Recent decades have seen Organisation of Islamic Cooperation (OIC) member states open up to universal values of human rights. Abolishing the death penalty in OIC member states hasn't yet been achieved but the involvement of MPs, civil society figures and politicians to support abolition has played and will play a decisive role.

Abolition processes are slow, difficult and can be risky. However, there are many reasons for hope, especially when you see the growing number of Islamic states that have become abolitionist.

The study *The process of abolishing the death penalty in member states of the Organisation of Islamic Cooperation* is based on interviews and research conducted by ECPM and Nael Georges in 2020; it provides a better understanding of the processes leading to abolition of the death penalty in OIC member states. It is a precious tool to support them all to work towards abolishing the death penalty and discrediting popular misconceptions.

Out of the OIC's 57 member states, 19 have abolished the death penalty (for all crimes or ordinary crimes), 14 have a moratorium on it and 24 are retentionist states. Abolition is possible and this study proves it with its detailed examples of states that have achieved it.

Muslim-majority states

Albania
Azerbaijan
Burkina Faso (ordinary crimes)
Côte d'Ivoire
Djibouti
Guinea
Kazakhstan (ordinary crimes)
Kyrgyzstan
Uzbekistan
Senegal
Turkmenistan
Turkey
Chad

Muslim-minority states

Benin
Gabon
Guinea-Bissau
Mozambique
Togo
Suriname (ordinary crimes)



KEY INFORMATION

- The OIC is the biggest international organisation after the United Nations. Its member states are spread over 4 continents.
- **Some objectives¹**
 - To preserve and promote the lofty Islamic values of peace, compassion, tolerance, equality, justice and human dignity;
 - To contribute to international peace and security;
 - To promote human rights and fundamental freedoms, good governance, rule of law, democracy and accountability in member states in accordance with their constitutional and legal systems.
- **Some priorities from the OIC 2016-2025 Action Plan**
 - Peace and security
 - Counter-terrorism
 - Human rights and good governance
- **Diversity of member states:** Islam is the official religion in some, others are secular; demographic and political and legal aspects of Islam differ between states.
- **Most OIC states adhere to the main international conventions of human rights**
 - All have ratified the Convention on the Rights of the Child
 - 14 States have ratified the OP2
 - Only 5 States have not ratified the ICCPR



KEY DATES

- **25 September 1969:** foundation of the Organisation of Islamic Conference (OIC) following the al-Aqsa Mosque arson attack
- **March 1970:** first Conference of Ministers of Foreign Affairs → creation of a general secretariat
- **March 1972:** drafting of the OIC Charter
- **December 1983:** adoption of the Dhaka Declaration on Human Rights in Islam
- **5 August 1990:** adoption of the Cairo Declaration on Human Rights in Islam
- **2011:** the OIC changes its name to become the Organisation of Islamic Cooperation.

¹ OIC Charter: https://www.oic-oci.org/page/?p_id=53&p_ref=27&lan=en

The interactive version
of this map
with data
is accessible on
WWW.ECPM.ORG

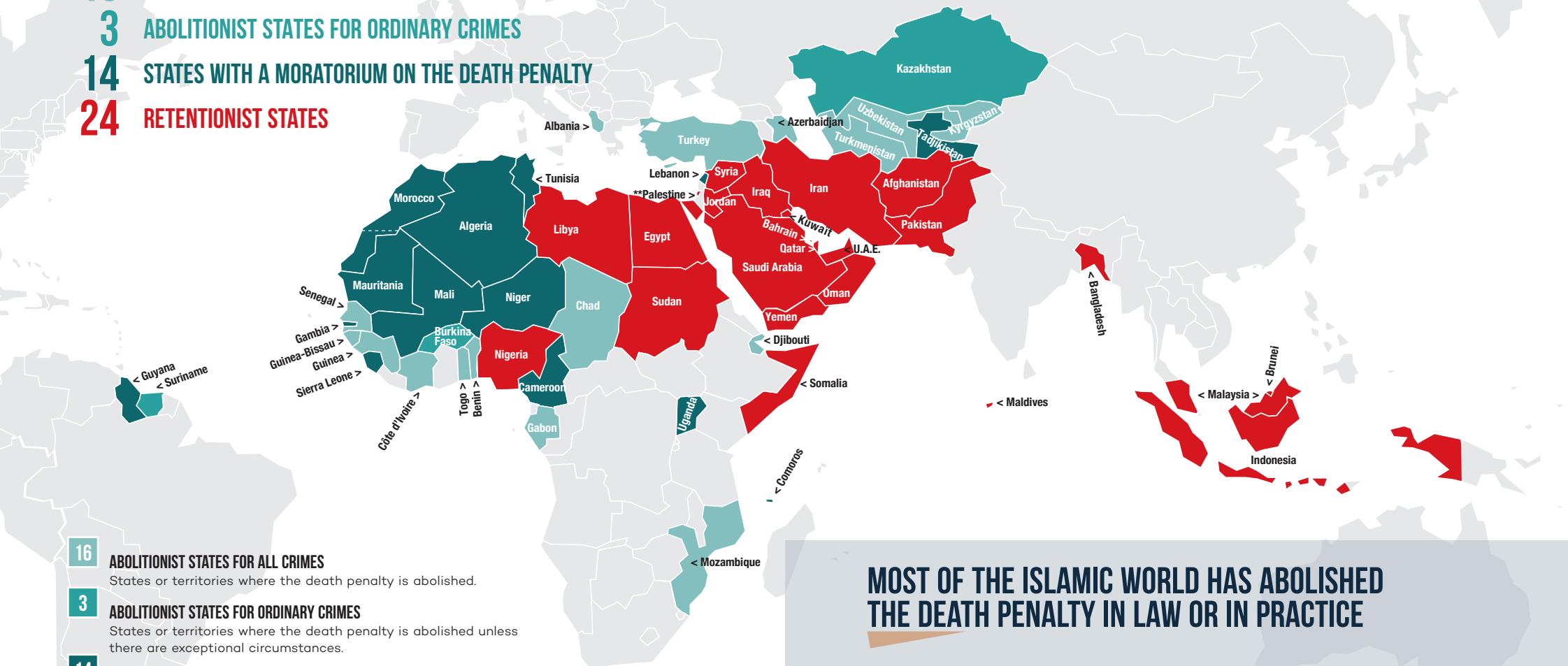
OUT OF THE 57 OIC MEMBER STATES

16 ABOLITIONIST STATES FOR ALL CRIMES

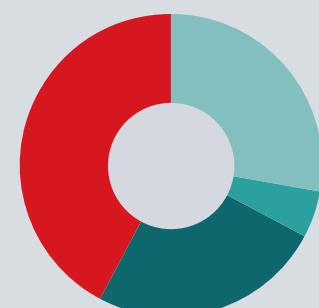
3 ABOLITIONIST STATES FOR ORDINARY CRIMES

14 STATES WITH A MORATORIUM ON THE DEATH PENALTY

24 RETENTIONIST STATES



**MOST OF THE ISLAMIC WORLD HAS ABOLISHED
THE DEATH PENALTY IN LAW OR IN PRACTICE**



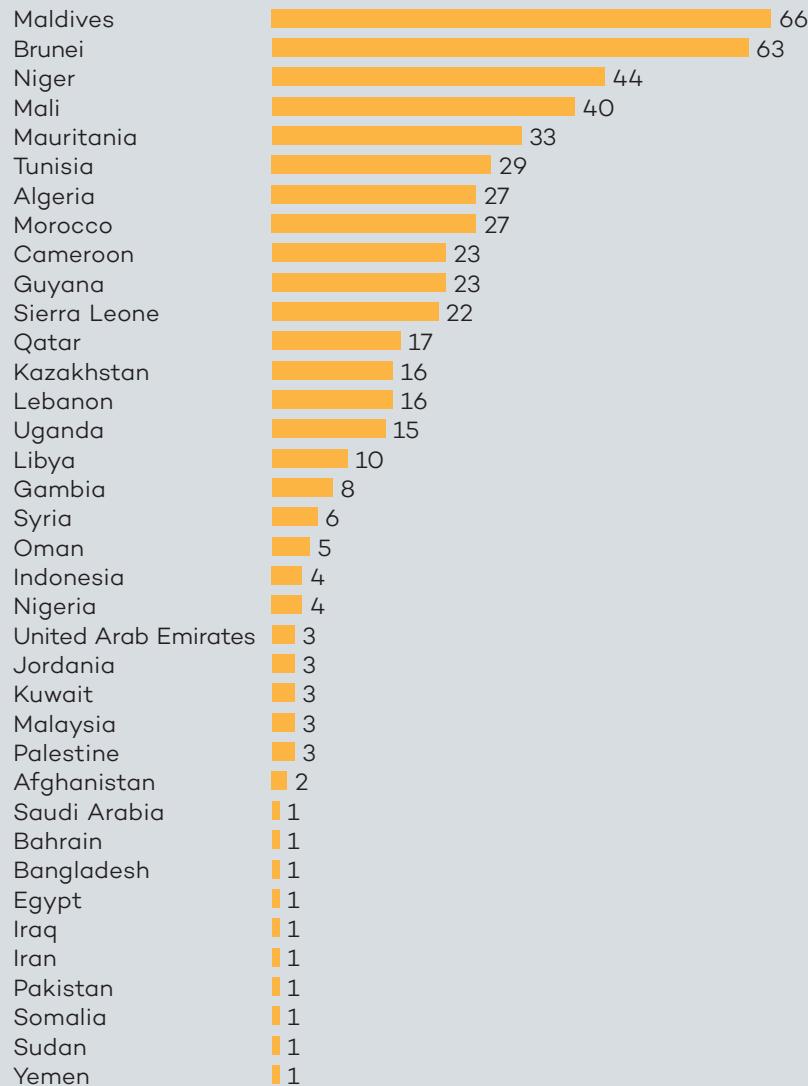
Abolitionists 28 %
Abolitionists for ordinary crimes 5 %
With a moratorium 25 %
Retentionists 42 %

* Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty

** Palestine is a particular case: it cannot vote the moratorium resolution, has ratified OP2 but the death penalty is still applied in Gaza (last documented executions in 2017).

THE REALITY OF IMPLEMENTING THE DEATH PENALTY IN THE 38 RETENTIONIST OR ABOLITIONIST STATES DIFFERS FROM ONE COUNTRY TO ANOTHER.

Number of years since the last execution in states with a moratorium or retentionist states (on 1 June 2020)



OIC MEMBER STATES ADOPT DIVERSE POSITIONS IN TERMS OF THE MORATORIUM RESOLUTION VOTE

There has been a positive evolution in the voting results since 2007.

Country	2020 status	2007	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Afghanistan	Retentionist							
Albania	Abolitionist							
Algeria	In moratorium							
Saudi Arabia	Retentionist							
Azerbaijan	Abolitionist							
Bahrain	Retentionist							
Bangladesh	Retentionist							
Benin	Abolitionist							
Brunei	Retentionist							
Burkina Faso	OC Abolitionist							
Cameroon	In moratorium							
Comoros	In moratorium							
Côte d'Ivoire	Abolitionist							
Djibouti	Abolitionist							
Egypt	Retentionist							
United Arab Emirates	Retentionist							
Gabon	Abolitionist							
Gambia	In moratorium							
Guinea	Abolitionist							
Guinea-Bissau	Abolitionist							
Guyana	In moratorium							
Indonesia	Retentionist							
Iraq	Retentionist							
Iran	Retentionist							
Jordan	Retentionist							
Kazakhstan	OC Abolitionist							
Kyrgyzstan	In moratorium							
Kuwait	Retentionist							
Lebanon	In moratorium							
Libya	Retentionist							
Malaysia	Retentionist							
Maldives	Retentionist							
Mali	In moratorium							
Morocco	In moratorium							
Mauritania	In moratorium							
Mozambique	Abolitionist							
Niger	In moratorium							
Nigeria	Retentionist							
Oman	Retentionist							
Uganda	In moratorium							
Uzbekistan	Abolitionist							
Pakistan	Retentionist							
Qatar	Retentionist							
Senegal	Abolitionist							
Sierra Leone	In moratorium							
Somalia	Retentionist							
Sudan	Retentionist							
Suriname	OC Abolitionist							
Syria	Retentionist							
Tajikistan	In moratorium							
Chad	Abolitionist							
Togo	Abolitionist							
Tunisia	In moratorium							
Turkmenistan	Abolitionist							
Turkey	Abolitionist							
Yemen	Retentionist							

For
Abstention
Absent
Against

EGYPT

"The death penalty is irreversible and its use has been universally rejected."

Mohamed El Baradei

Former Vice-President,
winner of the 2005 Nobel
Peace Prize

MALAYSIA

"Even though the death penalty has been applied throughout the world and throughout the ages, murders continue to occur. The death penalty has not acted as a deterrent."

Liew Vui Keong

Former Minister
in the Prime Minister's
Department for Law

SENEGAL

"No value can ever justify putting the value of human life into perspective so far as to eliminate it legally."

Abdou Diouf

Former President
of the Republic, former
General Secretary
of the International
Organisation of
La Francophonie.

VIEW THE REPORT

**"THE PROCESS OF ABOLISHING
THE DEATH PENALTY
IN MEMBER STATES OF THE
ORGANISATION OF ISLAMIC
COOPERATION (OIC)"**

AND THE INTERACTIVE MAP ON
WWW.ECPM.ORG

Co-funded
by the European Union



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

نائل جرجس
ملخص 2020

سيرورة إلغاء عقوبة الإعدام في الدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي

- الفرنسية
- الإنجلizية
- العربية



معلومات أساسية

منظمة التعاون الإسلامي هي أكبر منظمة دولية بعد الأمم المتحدة. تنتشر الدول الأعضاء فيها في 4 قارات.

بعض أهدافها¹

- الحفاظ على القيم الإسلامية السامية المتمثلة في السلام والرحمة والتسامح والمساواة والعدالة والكرامة الإنسانية وتعزيزها؛
- المساهمة في إرساء السلام والأمن الدوليين؛
- تعزيز حقوق الإنسان والحريات الأساسية والحكم الرشيد وسيادة القانون والديمقراطية والمساءلة في الدول الأعضاء، بما يتوافق مع أنظمتها الدستورية والقانونية.

بعض أولويات خطة عمل منظمة التعاون الإسلامي 2016-2025

- السلام والأمن
- مكافحة الإرهاب
- حقوق الإنسان والحكم الرشيد

عدم تجانس الدول الأعضاء: الإسلام هو الدين الرسمي للبعض، والبعض الآخر علماني. تختلف الأبعاد الديموغرافية والسياسية القانونية للإسلام من دولة إلى أخرى.

تلزم غالبية دول منظمة التعاون الإسلامي بالاتفاقيات الدولية الرئيسية لحماية حقوق الإنسان

- صادقت جميعها على اتفاقية حقوق الطفل
- صادقت 14 دولة على البروتوكول الاختياري 2
- لم تصادر سوى 5 دول على العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية

التاريخ الرئيسية

25 سبتمبر/أيلول 1969: إنشاء منظمة المؤتمر الإسلامي (OCI) عقب الحريق الإجرامي للمسجد الأقصى

مارس/آذار 1970: المؤتمر الأول لوزراء الخارجية لإنشاء أمانة عامة

مارس/آذار 1972: صياغة ميثاق منظمة المؤتمر الإسلامي

ديسمبر/كانون الثاني 1983: اعتماد إعلان دكا حول حقوق الإنسان في الإسلام

5 أغسطس/آب 1990: اعتماد إعلان القاهرة حول حقوق الإنسان في الإسلام

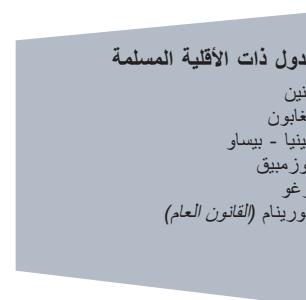
2011: تغيير الاسم إلى الاسم القديم لتصبح منظمة التعاون الإسلامي.

تميزت العقود الماضية بالانتهاج التدريجي للدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي (OCI) على قيم حقوق الإنسان العالمية. لم يتم بعد إلغاء عقوبة الإعدام في جميع الدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي ، ولكن تدخل البرلمانيين والجهات الفاعلة في المجتمع المدني أو غيرهم من السياسيين لصالح إلغاء العقوبة لعب وسليعب دوراً حاسماً.

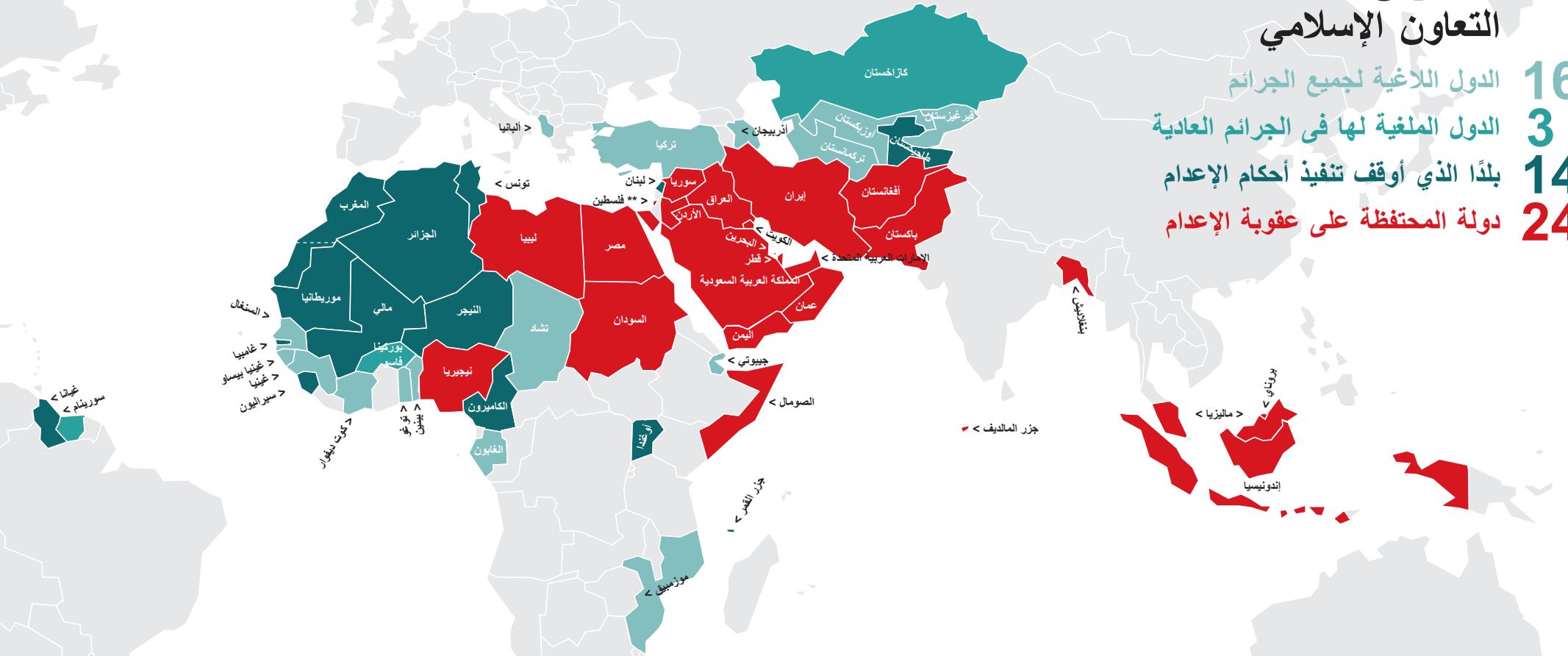
سيورة الإلغاء بطيئة وصعبة وأحياناً محفوفة بالمخاطر . ومع ذلك، هناك أسباب عديدة تبعث على الأمل، خاصة عندما يرى المرء العدد المتزايد من الدول المسلمة التي ألغت عقوبة الإعدام.

تقدم دراسة سيورة الإلغاء عقوبة الإعدام في الدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي نتائج المقابلات والبحوث التي أجراها كل من ECPM ونائل جرجس في عام 2020؛ وتتوفر فهماً أفضل للسيورة التي أدت إلى إلغاء عقوبة الإعدام في الدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي. إنها أداة قيمة لدعمهم من أجل إلغاء عقوبة الإعدام وتفكيك الأفكار السائدة.

من بين الدول الأعضاء في منظمة المؤتمر الإسلامي البالغ عددها 57 دولة، ألغت 19 دولة منها عقوبة الإعدام (بالنسبة لجميع الجرائم أو الجرائم العادية)، و14 دولة تحفظ بوقف تنفيذي بحكم الواقع و24 دولة لا تزال تحفظ بها. الإلغاء ممكن، وتوضح هذه الدراسة ذلك من خلال أمثلة للدول التي اتخذت هذا الخيار.

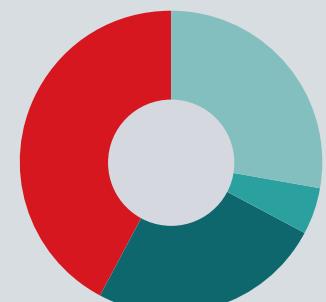


من 57 دولة عضو في في منظمة التعاون الإسلامي



تم إلغاء عقوبة الإعدام في القانون أو في الواقع في
أغلبية دول العالم الإسلامي.

- البلدان الملغية لعقوبة الإعدام 28%
- الملغون على الجرائم العادلة 5%
- الموقوفون تنفيذ العقوبة 25%
- المبقون على عقوبة الإعدام 42%



البلدان الملغية لعقوبة الإعدام في جميع الجرائم
الدول أو الأقاليم التي ألغت فيها عقوبة الإعدام بشكل كلي.

البلدان الملغية لعقوبة الإعدام في الجرائم العادلة
البلدان أو الأقاليم التي ألغت فيها عقوبة الإعدام، إلا في ظروف استثنائية.

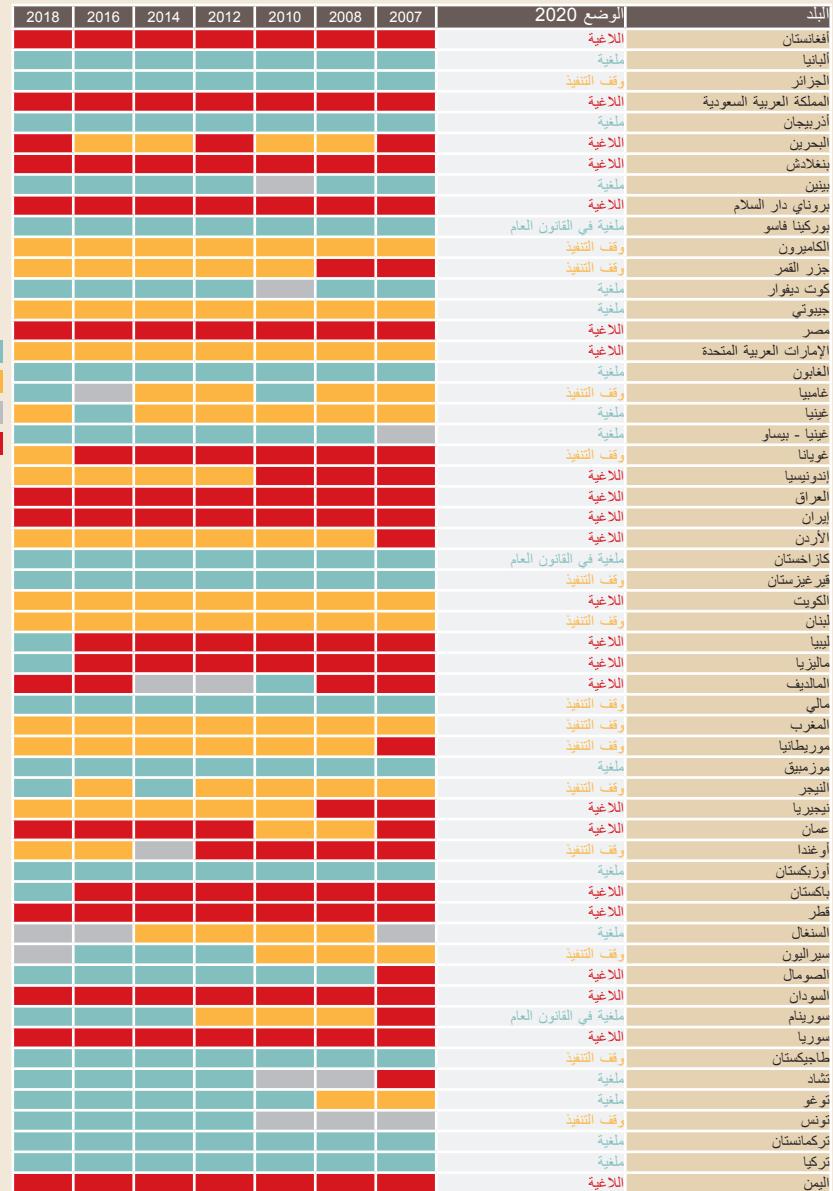
البلدان الموقفة لتنفيذ عقوبة الإعدام
البلدان أو الأقاليم التي ما تزال عقوبة الإعدام فيها قائمة ولكنها لم تشهد تنفيذ عقوبة إعدام واحدة منذ عشر سنوات، والتي لا تعارضها القرارات الأخيرة للأمم المتحدة الداعي لوقف عالمي شامل لتطبيق عقوبة الإعدام، وأو التي صادقت على البروتوكول OP2.*

البلدان المستحبة لعقوبة الإعدام
البلدان أو الأقاليم المطلقة لعقوبة الإعدام.

* البروتوكول الاختياري الثاني للهيد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المأهول إلى الغاء عقوبة الإعدام.
** حالة فلسطين خاصة: لا يمكنها التصويت لصالح قرار الوقف الاختياري، صادقت على البروتوكول الاختياري (OP2)، لكن عقوبة الإعدام لا تزال سارية في غزة.
(آخر تصويت ضد عقوبة الإعدام في 2017).

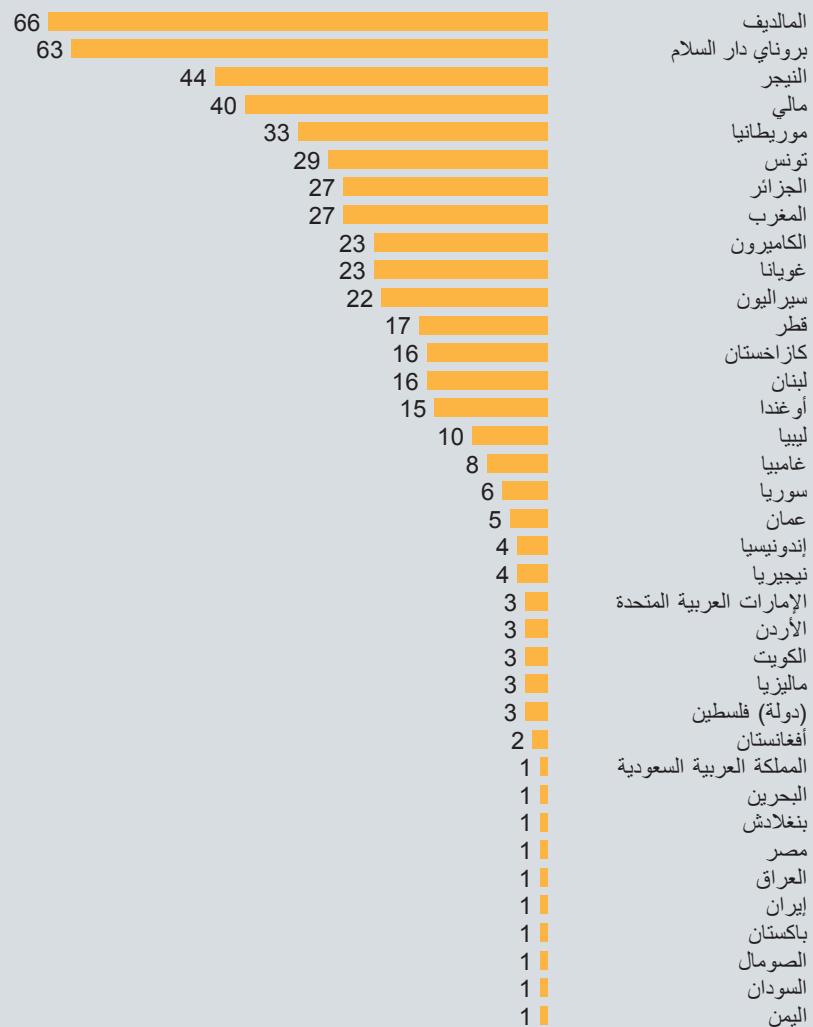
اتخذت الدول الأعضاء في منظمة التعاون الإسلامي موقفاً مختلفاً فيما يخص التصويت على قرار وقف تنفيذ عقوبة الإعدام

منذ عام 2007، لاحظنا تسجيل تطور إيجابي في نتائج التصويت.



من بين الدول 38 المعلقة لتنفيذ عقوبة الإعدام أو المبكون عليها، يتفاوتُ واقع تطبيق العقوبة بين بلدٍ وأخر.

عدد السنوات التي مضت منذ آخر تنفيذ إعدام في الدول الموقعة لتنفيذ أحكام الإعدام والدول المستبقة لعقوبة الإعدام (حتى الأول من يونيو 2020)



ماليزيا

"على الرغم من تطبيق عقوبة الإعدام في جميع أنحاء العالم عبر العصور، إلا أن جرائم القتل لا تزال تحدث. ليس لعقوبة الإعدام أثر رادع."

ليو فوي كيونج
وزير القانونين السابق بمكتب رئيس الوزراء

"الإعدام عقوبة لا يمكن الرجوع عنها إذا نُفِّذَ على بريء وقد أصبحت مرفوضةً عالمياً".

محمد البرادعي
نائب رئيس جمهورية سابق، وحائز على جائزة نوبل للسلام في 2005

السنغال

"ما من قيمة يمكن أن تبرر أبداً أن ينظر إلى قيمة الحياة الإنسانية نظرة نسبية تصل إلى حد إلغانها قانوناً".

عدو ضيوف
رئيس الجمهورية الأسبق، الأمين العام للأسبق للمنظمة الدولية الفرنكوفونية (OIF)

يمكنك إيجاد تقرير
"سيرورة إلغاء عقوبة
الإعدام في الدول الأعضاء
في منظمة التعاون
الإسلامي"

وكذلك الخريطة التفاعلية على
WWW.ECPM.ORG

بدعم مالي من الاتحاد الأوروبي



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederazion svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

تم إعداد هذه الوثيقة بمساعدة مالية من الاتحاد الأوروبي في المغرب ووكالة التنمية الفرنسية (AFD) (وسويسرا والتزويج). إن محتويات هذه الوثيقة هي مسؤولية المؤلفين ودتها ولا يمكن بآي حال أن تعكس موقف الاتحاد الأوروبي أو الوكالة الفرنسية للتنمية أو سويسرا أو التزويج.